



# Infos retraités-ées



## Retraité-e-s un jour Révolté-e-s toujours!!

**Le bilan de sept ans de macronisme, c'est cela : un chômage qui recule mais une pauvreté qui s'approfondit.**

Dans le même temps, depuis 2019, d'après le dernier rapport d'Oxfam, la fortune des milliardaires français a augmenté de plus de 24 milliards d'euros au total, soit 13 millions d'euros par jour. Une personne parmi les 1% les plus riches gagne en six jours ce qu'une autre parmi les 50% les plus pauvres gagne en 1 an. L'année dernière, les 40 plus grosses entreprises françaises ont distribué un montant record de dividendes à leurs actionnaires : près de 100 milliards d'euros. C'est ça la réalité du « ruissellement » invoqué par les libéraux pour tenter de rendre acceptable l'appétit insatiable des plus riches et les cadeaux fiscaux qui leur sont faits.

**« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches »**

La corde, dans notre pays, est prête à casser. Le travail ne protège plus contre la pauvreté et le sentiment d'injustice sociale progresse à juste raison.

Dans ce contexte, le débat public est dominé par bien d'autres sujets que la question sociale. Les possédants sont trop contents de voir les autres se déchirer pendant que les inégalités se creusent et que leurs fortunes grossissent. Les guerres, qu'elles se mènent sur le terrain militaire ou sur le plan commercial, font les profits de quelques-uns et le malheur de tous les autres. « *C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches* », écrivait Victor Hugo.

**Il y a urgence à les faire dégringoler de leur Eden en construisant la République sociale.**



## L'électricité livrée à l'appétit du marché !!

La campagne " Pour une énergie publique " lancée par les représentants des salariés d'EDF et d'Enedis, dénonce de nouvelles réformes qui menacent encore l'avenir de ce service public. Le mécanisme de l'Arenh, qui impose à EDF de brader son électricité à des intérêts privés sur le dos des consommateurs prendra fin au 31 décembre 2025.

Les prix ont augmenté de 60 % ces 4 dernières années, la dette d'EDF explose et les profits bénéficient aux traders de l'énergie. La Commission européenne envisage de supprimer les tarifs régulés de l'électricité. Cela pourrait ouvrir la voie à une généralisation de la tarification « dynamique », (un contrat où le prix de l'électricité change en temps réel, selon l'offre et la demande et rendu possible grâce au compteur Linky), à des factures augmentées, parfois, de plusieurs milliers d'euros pour les utilisateurs. Cette hérésie, imposée par Bruxelles, a été refusée par l'Espagne et le Portugal. Mais Macron, en bon soldat européeniste, s'y est soumis sans difficulté, et nous en fait payer le prix. EDF a, pendant plus de 60 ans, garanti une électricité peu chère et fiable, mais a été démantelée par l'ouverture à la concurrence. Il est temps de reprendre le pouvoir sur notre énergie.

- Rétablir un monopole public intégré de l'électricité et du gaz (le gaz vient d'augmenter de 2,17 % le 1<sup>er</sup> avril)
  - Revenir à un tarif réglementé juste et équitable
  - Généraliser le tarif régulé à tous les usagers. Face à cette offensive, notre mobilisation est cruciale.
- L'électricité n'est pas une marchandise, c'est un bien commun.**

**TOUS UNIS  
CONTRE L'ÉNERGIE CHÈRE !**

**EN 2022  
+ 24 MILLIARDS  
DE DETTE PUBLIQUE**

**AVEC LE BOUCLIER TARIFAIRE  
AU PROFIT DES FOURNISSEURS PRIVÉS**

Pour une énergie 100% publique,  
sortons du marché !

**WWW.ENERGIE-PUBLIQUE.FR** ↗

## Un logement n'est pas un privilège !!

La CGT se dote d'un [MANIFEST pour le DROIT au LOGEMENT](#) avec ses recommandations.

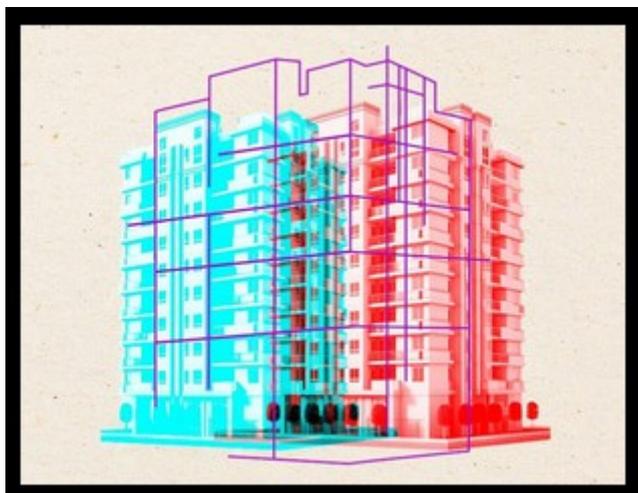
Parce que se loger ne doit pas être un privilège, la CGT mesure la nécessité urgente d'agir par des actions concrètes pour faire du logement une priorité syndicale. Il s'agit de mobiliser les outils existants et créer de nouveaux droits pour défendre le principe fondamental du droit au logement et garantir un logement digne à toutes

**La question du droit au logement n'est pas négociable. C'est le premier poste de dépense des travailleurs et travailleuses de ce pays. C'est un enjeu prioritaire en lien avec les batailles sur la revalorisation des salaires, des pensions retraites ou des minima sociaux.**

**En 2023, 4,1 millions de personnes étaient mal logées. 2,7 millions de ménages attendent un logement social.**

**En septembre dernier, des enfants ont fait leur rentrée scolaire en dormant dans des voitures. Ce n'est plus possible !**

Refusons également le chantage sur les "HLM à vie" qui tend à cacher le manque de constructions de logements sociaux et l'argent du Livret A, destiné, entre autres à cela, n'a pas à servir l'économie de guerre !





# Infos retraités-ées



## Retraité-e-s un jour Révolté-e-s toujours!!

### La peine qui révèle Le Pen !!

En dépit des cravates et d'une apparente retenue à l'Assemblée nationale, le Rassemblement national n'est pas plus présentable qu'avant. Dans son état profond il est toujours fasciste, raciste et forcément violent. Il suffit d'observer nombre de ses militants de base pour le constater aisément. Et voici que la semaine dernière le masque de ses dirigeants est tombé. Condamnée pour avoir orchestré le plus gros détournement de fonds publics jamais commis par un parti politique en France, Marine Le Pen a immédiatement retrouvé les mots de son père. Et puis un peu aussi ceux des autocrates qui la soutiennent dans le monde... bref de tous les ennemis de la démocratie. Les invectives et les menaces ont fusé. Sur internet, la «fachosphère» a directement ciblé la vie des juges qui ont condamné les grands délinquants du RN. Enfin, un inquiétant rassemblement (façon Capitole ?) a été décidé... Puis la justice s'est montrée incroyablement conciliante. Marine Le Pen, qui avait fait traîner son procès durant de très nombreuses années (refusant même de se rendre aux convocations des juges), a obtenu le privilège d'un passage express en appel. Un an avant la présidentielle !.. Aussitôt, elle a remis le masque de la respectabilité. Au meeting, même si, pour ne pas trop se contredire, elle a continué à s'en prendre aux juges (mais pas tous, a précisé Bardella), elle s'est quasiment déclarée non-violente. Ainsi elle est allée jusqu'à se comparer à Martin Luther King luttant pacifiquement pour les droits civiques des Noirs américains. Venant d'un parti d'extrême droite, dans lequel une immense majorité se reconnaît raciste, il fallait quand même oser !.. Retour donc à la stratégie de dédramatisation jusqu'au nouveau procès. Ne soyons pas dupes ! Dans la foulée de Trump et de tant d'autres, Marine Le Pen fait partie de ces politicien(ne)s qui prétendent qu'il suffit d'obtenir 50 % des suffrages exprimés, plus une voix, pour gouverner comme on l'entend ; au nom d'un soi-disant peuple souverain, évidemment. Tout le monde - à commencer par les juges - n'a plus alors qu'à se soumettre. C'est ainsi qu'on a vu tant de dictatures arriver par les urnes. En réalité, la vraie démocratie a besoin de contre-pouvoirs forts pour contrer les éventuelles dérives des dirigeants. Le RN ne fait pas exception. S'il arrive au pouvoir, il n'aura de cesse d'anéantir ces contre-pouvoirs. À la manière de Musk, sa base fasciste s'y emploiera. Alors, comme on a pu le constater tant de fois et comme on le verra avec Trump, tous les moyens seront bons pour rester au pouvoir. La démocratie est fragile. Ses ennemis sont prêts.



## Projet de loi de simplification de la vie économique : attention danger !!

Débatu à l'Assemblée nationale depuis le 8 avril 2025, ce texte traduit la volonté du patronat et du gouvernement de s'affranchir des normes sociales et environnementales. Les députés Liot, LR et RN ont décidé de faire sauter pas moins de 32 comités consultatifs, supprimant au passage plusieurs centaines d'emplois. Parmi eux : l'Observatoire national de la politique de la ville, le Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie, la Conférence de prévention étudiante ou encore les Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux, dans lesquels siègent les syndicats. D'autres mesures portent plus directement sur le fonctionnement des entreprises. L'article 6 prévoit, par exemple, de ne plus informer les salariés en cas de cessions d'entreprises et de raccourcir le délai d'une éventuelle reprise par ces derniers. On y découvre aussi de nouveaux moyens d'accélérer la création d'entreprises, en passant outre certains enjeux écologiques et démocratiques, avec des mesures dérogatoires pour l'installation d'éoliennes, d'antennes-relais, la compensation des atteintes à la biodiversité. De même, des projets d'aménagement industriel, notamment des mines de lithium, des usines de batteries ou des exploitations pétrolières seraient aussi exemptés de débat public. C'est la suppression de l'avis des habitants. Cette soit-disant loi de "simplification" est une arnaque, elle représente un grand danger.



## Chèque énergie versé... dans 7 mois !!

Si vous pensiez pouvoir récupérer votre chèque énergie en ce mois d'avril, détrompez-vous, c'est seulement au mois de novembre que les envois commenceront.

Cette aide est pourtant attendue par des millions de foyers modestes pour alléger les factures d'électricité et de gaz. D'un montant de 48 à 277 euros, en 2023 elle a été versée à près de 5,8 millions de foyers soit 18,6% des ménages alors que 900 000 bénéficiaires ne l'ont pas réclamée. Des chiffres qui soulignent la précarité énergétique subie par énormément de familles. Le gouvernement justifie ce retard par « l'adoption tardive de la dernière loi de finances » alors qu'il sait trouver, du jour au lendemain, des milliards pour la guerre en Ukraine !





# Infos retraités-ées

**Retraité-e-s un jour  
Révolté-e-s toujours!!**



## **RÉACTION DE LA SECTION CGT AIR FRANCE MARSEILLE**

*Je suis fier d'avoir donné à manger" : un employé d'aéroport licencié pour avoir offert des sandwiches invendus à des SDF .*

Terminal 1, Sabri \* Il travaillait à l'aéroport de Marseille-Provence depuis 30 ans. Autour de 20 heures, après son service, il récupérait les sandwiches et autres produits alimentaires destinés à être jetés par Starbuckss et Prêt-à-manger , les dates de péremption étant très proches. Il remplissait un chariot avec des invendus et allait ensuite à la rencontre des SDF de l'aéroport et leur offrait cette nourriture destinée à être jetée, 80 SDF dans tout l'aéroport.

"Je commençais par les SDF, on les connaît tous. Il y en a qui sont là depuis plus de 20 ans. Je connais une femme adorable, d'une grande dignité qui ne demande jamais rien, même pas un verre d'eau. Une autre lave son linge ici et puis l'étend". Ils sont 80 dans tout l'aéroport selon Sabri.

La distribution des invendus s'étend ensuite aux femmes de ménage et aux agents de sécurité. Sabri raconte que les femmes de ménage sont celles de l'aéroport, "elles nettoyaient chez nous en échange de nourriture". Il dit qu'il ne s'est jamais caché, que tout se passait dans la plus grande transparence, sous les caméras de vidéosurveillance. "Ma direction était au courant, le directeur opérationnel de l'aéroport aussi" affirme-t-il. "Il y avait une surproduction, mon supérieur me disait que c'était bien comme ça, ". En mars, la direction de Starbuckss et Prêt-Manger (groupe SSP) l'a licencié pour faute grave, selon nos confrères de La Provence.

La version de la direction est évidemment différente. "Aucun salarié n'a le droit de partir avec de la marchandise destinée à être jetée. Celle-ci doit être jetée dans les containers à poubelle prévus à cet effet sauf décision contractuelle dans les accords des franchises, indique le DRH du groupe SSP. Toutes les pertes doivent être tapées en caisse sur le logiciel des stocks\* le jour-même où elles ont eu lieu" "Avant la distribution, toute la marchandise était enregistrée par mon supérieur, je n'aurais pris aucun risque pour ma carrière ni pour mon entreprise, affirme Sabri, tout le monde me connaissait et m'appréciait." L'employé est très secoué par ce licenciement brutal : "je ne dors plus, je ne peux plus entrer dans l'aéroport". Il se tourne vers les prud'hommes, avec trois autres collègues licenciés pour le même motif. "On ne va pas se laisser faire, c'est pour ça aussi qu'on a contacté la presse".

Même s'il ne comprend pas cette sanction lourde et subite, Sabri se dit fier du motif de son licenciement: fier d'avoir "donné à manger".

\*Sabri est un pseudonyme